

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Éviter les pièges du libéralisme

repenser le monde en anarchiste

CANEVA

CANEVA
Éviter les pièges du libéralisme
repenser le monde en anarchiste
2025

Importé le 21 juillet 2026 d'infokioske

fr.anarchistlibraries.net

2025

Table des matières

Avant de commencer ...	5
Intro	7
N°1 : L'anarcho-populisme au service de la social-démocratie	11
a) Le populisme comme horizon	11
b) Le citoyennisme comme moyen d'action :	13
c) Le moralisme comme boussole :	16
N°2 : L'anarcho-thérapie : de l'autogestion à la startup nation	17
a) Sois ton propre patron ! :	17
b) Développement personnel et ambitions individuelles :	19
c) L'impuissance collective :	20
N°3 : L'anarchisme-washing et les luttes marchandises	23
a) Concurrence sur le marché militant :	23
b) 100 % marketing, 0 % anarchiste :	26
c) L'anarchisme gentrifié :	30
Conclusion :	35

Ceux qui propagent la confusion et la réaction sont des accélérateur.ices de la fin des mouvements révolutionnaires. A l'inverse nous pensons que dans tous les endroits du monde se trouvent des anarchistes qui s'ignorent, qui ne se revendiquent pas anarchistes et qui n'en connaissent pas spécialement la théorie mais qui dans la manière de voir le monde se retrouvent 100 fois plus proches de nous que les confus opportunistes. Et c'est avec les premier.es que nous préférons créer des liens car s'il n'est pas grave de ne pas se dire anarchiste tout en partageant l'imaginaire d'un futur désirable, à l'inverse il est dangereux de se dire anarchiste tout en faisant la promotion du néo-libéralisme. Car comme disait Léo Löwenthal « Pour n'importe quel système de pouvoir, il n'existe pas de plus grand succès que l'acceptation, par ses victimes impuissantes, des valeurs et des modes de comportement que celui-ci postule. »¹

A nous de les déjouer !

Cette brochure a été rédigée au printemps 2025 dans le contexte des débats qui ont suivis les élections législatives de juillet 2024 avec un constat partagé d'un certain confusionnisme de plus en plus étouffant dans les cercles révolutionnaires anti-autoritaires. Pour la rédiger nous nous sommes appuyés sur nos constats, discussions informelles, analyses personnelles mais aussi sur des auteur.ices qui ont pu à un moment donné apporter des points d'éclairage sur certains sujets. Nous ne sommes pas forcément en accord avec tous leurs écrits. Comme toujours, chaque texte nécessite recul et critique.

Bonne lecture !

CANEVA

caneva@@@riseup.net

Avant de commencer ...

L'anarchisme effraie autant qu'il fascine. Parce que l'anarchisme a déjà déstabilisé des États, inspiré des assassinats de rois et de chefs militaires, parce que l'anarchisme c'est l'amour de la liberté, le rêve de l'émancipation pour tou.te.s, la fin des guerres et des armées, la fin de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, c'est cette figure rebelle qui ne se laisse pas enfermer, encadrer ou contrôler. Mouvement profondément anti-autoritaire qui veut en finir avec les chef.fes, l'idéal anarchiste est à l'opposé du système dans lequel nous vivons actuellement mais il n'en est pas pour autant hermétique. Influencé par son époque et son environnement, l'anarchisme est traversé par différents courants et par ses propres tensions internes. Cependant, force est de constater que, aujourd'hui en France, l'anarchisme n'a plus le vent en poupe. Dans les années 1990 Murray Bookchin, anarchiste américain, mettait en garde : « **les objectifs révolutionnaires et sociaux de l'anarchisme aujourd'hui souffrent d'une telle dégradation que le mot "anarchie" fera bientôt partie intégrante du vocabulaire chic bourgeois du siècle à venir : une chose quelque peu polissonne, rebelle, insouciance, mais délicieusement inoffensive.** »¹

Dans son livre *Changer sa vie sans changer le monde*, Bookchin critiquait l'avènement d'une forme d'anarchisme folklorisé, vidé de sa substance et de ses objectifs révolutionnaires pour n'en garder que l'aspect esthétique, spectaculaire et individualiste. En effet, quoi de mieux pour rendre un mouvement inoffensif que de capitaliser sur son esthétique, tout en le vidant de ses prétentions révolutionnaires ?

1. Léo Löwenthal, *L'atomisation de l'homme par la terreur*.

1. Murray Bookchin, *Changer sa vie sans changer le monde*, 1995.

D'autres que Bookchin ont mis en garde contre des dérives bourgeoises ou contre les oppressions qu'elles reproduisaient en son sein.

L'anarchiste noir américain Lorenzo Kom'boa Ervin mettait aussi le doigt dans les années 1990 sur les dérives du milieu anarchiste, qui devenait plus un mouvement contre-culturel composé essentiellement des classes moyennes blanches qu'un mouvement révolutionnaire.²

En 1936, les anarcho-féministes de Mujeres Libres combattaient et s'organisaient contre les influences et les violences patriarcales dans le mouvement anarchiste.

Et en 1914, Luigi Fabbri, anarchiste italien, dénonçait les influences bourgeoises sur l'anarchisme notamment venant du milieu culturel : « **Pour ces artistes et écrivains, la beauté du geste prend la place de l'utilité sociale, à laquelle ils ne se soucient pas. Ainsi, ils ont idéalisé la figure du dynamiteur anarchiste car même dans ses manifestations les plus tragiques, il présente des caractéristiques indéniables d'originalité et d'attractivité. Cette idéalisation littéraire et artistique a exercé son influence sur de nombreux anarchistes qui, par ignorance ou par méconnaissance de la raison et de la logique ou du tempérament, l'ont prise pour une propagation d'idées, même si elle n'est qu'une manifestation artistique.** »³

La cérémonie d'ouverture des JO 2024, lieu d'étalage capitaliste et nationaliste par excellence, où a été « célébrée » Louise Michel en est un exemple récent.

Des symboles révolutionnaires transformés en esthétique inoffensive par le milieu artistique parisien devant des chefs d'État complices des pires horreurs militaires, voilà comment l'anarchisme est vidé de sa charge politique.

La « start-up nation » est un système de pensée, une manière de voir le monde et de créer des liens. Cela influe sur nos luttes, nos espaces collectifs et nos relations. Mais s'il est vrai qu'une grille de lecture bourgeoise détourne l'anarchisme de son but premier, « petit-bourgeois » et « libéral » peut aussi être une insulte facile pour discréditer un discours et gagner le débat. Lénine lui-même parlait de « petit-bourgeois » pour (dis)qualifier les anarchistes. C'est pourquoi il nous semblait important de redéfinir ce que sont ces « dérives libérales » et comment les repérer.

2. Lire une interview de Lorenzo Kom'boa Ervin datant de 1995 ici ainsi que son livre *Anarchism and the Black Revolution*.

3. Luigi Fabbri, « *Les influences bourgeoises sur l'anarchisme* », 1914.

Conclusion :

Pour résumer, l'anarchisme s'enlise aujourd'hui dans des dérives libérales notamment :

- Un citoyenisme en défense de la social-démocratie
- Une succession d'indignations moralistes qui renforcent des postures creuses
- Un populisme antisystème qui mélange lutte pour l'autonomie et défense d'un peuple-nation souverain
- Un individualisme égocentré qui mène à l'isolement et à l'impuissance générale
- Un abandon de la question de classe et la défense de la valeur travail
- Une concurrence au cœur des interactions entre individus et/ou des luttes spécifiques
- Une capitalisation sur des luttes-marchandises
- Une gentrification et disneylandisation de nos espaces

Ces dérives ne sont pas justes « problématiques » mais participent à un continuum de normalisation du monde capitaliste. Elles s'insèrent dans nos luttes, les gangrènent et au final les recrachent, dans une bouillie confusionniste qui, loin de fragiliser l'État, le renforce.

S'il est impossible de dépasser l'Histoire et de prédire le futur, nous pouvons néanmoins reconnaître que le contexte politique est peu favorable aux idéaux anarchistes. Cette perte de vitesse ne peut se résoudre qu'en retrouvant un idéal révolutionnaire désirable au-delà du simple fétiche de l'émeute ou de l'illusion électorale.

Le chemin vers la révolution est fait de doutes mais il est aussi pavé de certitudes : nous détestons l'État et tout ce qu'il produit ou protège : de ses frontières en passant par ses prisons. Il nous faut porter un regard profondément révolutionnaire sur le monde et non pas populiste ou réformiste.

une époque où les fakes news et les théories du complot sont partout, le combat se joue aussi dans le langage.

Comme l'a démontré Umberto Eco, le fascisme advient avec la simplification du langage, le rejet de la critique analytique et de la pensée critique.

L'anarchisme doit garder du sens et sa charge révolutionnaire et ainsi continuer de s'attaquer aux racines sur lesquelles poussent des cadavres.

Intro

Libéral, libertaire, libertarien : 3 mots, une même racine..... mais la comparaison peut s'arrêter là.

La première chose à mettre au clair ce sont les différences entre ces 3 concepts.

Le système libéral, d'abord, se distingue par une intervention limitée de l'État qui assure les fonctions régaliennes (justice, police, armée) et d'arbitrage social, un soutien à l'économie de marché et à la création d'entreprise qui doit être libre. Il met l'accent sur la liberté individuelle, la propriété privée et la libre concurrence.

Au fil du temps le libéralisme a évolué et s'est transformé. Notamment face aux contestations sociales des années 1930 qui nécessitaient de protéger le système économique et politique fragilisé. Il faut donc réévaluer le rôle de l'État comme instrument premier de défense des règles du marché. C'est ce que certain.es vont appeler « le néolibéralisme », c'est à dire mettre l'État au service direct du capitalisme. L'économie reste centrale dans l'organisation sociale : les règles du capitalisme sont la matrice des règles de la vie sociale et la politique néolibérale gère l'ensemble de la société.

Certain.es parlent même de « néo-libéralisme autoritaire » pour désigner certains régimes politiques. C'est-à-dire qu'aux caractéristiques du (néo)libéralisme classique, s'ajoute une répression accrue des mouvements sociaux ou de contestation populaire, ainsi que la restriction des libertés pour maintenir ces politiques, la légitimation des inégalités comme nécessaires pour la compétitivité et l'efficacité économique.

En France, Macron mène une politique néolibérale, c'est à dire de droite libérale mais avec un interventionnisme de l'État fort. Macron est le chantre de la start-up nation avec une économie de marché mettant la libre entreprise et la concurrence au centre et en même temps un contrôle social très fort avec le maintien des inégalités comme socle de la société.

Pour résumer nous vivons dans un système capitaliste autoritaire où l'État joue un rôle de contrôle socio-économique avec une économie de marché toute puissante et des individus qui ne peuvent trouver leur salut qu'à travers le

travail, la consommation et la production. Les individus et l'État sont au service du capitalisme tout-puissant.

Le mouvement libertarien, lui, va plus loin : rôle minimal voire abolition de l'État pour une économie sans limite et la liberté individuelle par-dessus tout. Les fonctions régaliennes de l'État sont assurées par des agences privées.

Les thèses libertariennes, influencées par Murray Rothbard, qui a développé le concept d'anarcho-capitalisme, ou Ayn Rand, mère de l'objectivisme, prennent de l'ampleur aujourd'hui. L'exemple le plus récent est certainement Javier Milei en Argentine. Elon Musk ou Jeff Bezos en font aussi la promotion régulièrement.

Le libertarianisme ou l'anarcho-capitalisme ont beau avoir une étymologie commune avec l'anarchisme, les deux mouvements sont antagonistes.

L'anarchisme, s'il prône bien la fin de l'État, prône également la fin de la propriété privée, de la valeur travail et des privilèges.

Même l'anarchisme individualiste qui pourrait, peut-être, être poreux avec le libertarianisme, ne prône pas le recours à des autorités privées pour remplacer des fonctions régaliennes mais plutôt la libre association des individus.

Certain.es entretiennent volontairement la confusion et essayent de faire passer l'anarchisme pour ce qu'il n'est pas : une idéologie sans règles ni forme d'organisation où la liberté individuelle serait centrale et rentrerait en opposition avec le collectif et l'égalité.

Pascal Praud, célèbre chroniqueur d'extrême droite, déclare au *Parisien* : « On me fait passer pour un réac alors que je suis plutôt anar. J'aime la liberté par-dessus tout. » Et de confirmer dans une autre interview au même journal :

« J'ai un côté anar : je suis de droite avec des gens de gauche, de gauche avec des gens de droite. Et j'ai du mal avec les règles qui se multiplient. »¹

Cette confusion sur la définition de l'anarchisme réduite à « chacun fait ce qu'il veut » est volontairement utilisée par nos ennemis politiques. Le problème c'est qu'on retrouve cette confusion également dans nos milieux.

Pourtant, la définition de liberté est très différente entre celle libérale / libertarienne et celle des anarchistes.

« la liberté des libéraux est celle d'individus séparés, lâchés dans un univers hostile. Rétifs à toute idée d'égalité ces individus-rois vivent l'institution de l'État entre eux comme un mal nécessaire, érigeant des murs entre eux pour éviter de s'entre-tuer [...] C'est la liberté d'un individu-consommateur qui se croit tout-puissant. »

1. Interview de Pascal Praud : « J'ai un côté anar » (*Le Parisien*, 18 juin 2019).

Éloigné d'un projet de société émancipateur pour tou.tes, le mouvement révolutionnaire ne fait alors plus rêver grand monde. C'est tout un mouvement qui est discrédité en le réduisant à n'être rien de plus qu'une objection permanente avec pour seul horizon des sempiternelles doléances restées lettres mortes. A croire qu'il ne nous reste plus que la capacité de nous indigner. Lutter contre le libéralisme, c'est justement lutter contre ces tensions mortifères qui brisent tout élan d'espoir et toute vague créatrice.

Ces pratiques sont la plupart du temps inconscientes tant la logique libérale a toujours imprégnée nos imaginaires. Mais parfois il s'agit d'une véritable stratégie opportuniste.

L'accélération du libéralisme va de pair avec son imprégnation dans nos imaginaires et alors que l'étau se resserre, les changements sociétaux de ces dernières années devraient, à l'inverse, nous amener à renforcer une ligne anarchiste, anti-autoritaire et ne surtout pas céder à un chantage libéral.

Déconstruire nos schémas de pensées avec tout ce que ça implique d'inconfortable, de bouleversement de soi et de notre rapport aux autres. Mais comme c'est plus simple de s'attacher à un folklore prêt à consommer, le chemin vers la révolution risque d'être encore long. L'émeute, l'insurrection, la révolution ne sont plus que des fétiches sous cellophane.

Plus nos combats sont transformés en marchandises, plus le langage devient confus, plus il est compliqué de poser un cordon sanitaire avec des influences réactionnaires, conservatrices, autoritaires et confusionnistes. **Fournir du carburant au bulldozer néo-libéral n'ouvrira jamais de perspectives collectives émancipatrices, cela pourra seulement faire la fortune, réelle ou symbolique, d'une poignée de carriéristes militant.es.** On aurait tort de croire que cette poignée ne fait pas de mal à la majorité car elle vient déplacer un curseur dans un contexte déjà étouffant. Chaque petite passerelle que certain.es s'amuse à construire entre les idéologies de droite, d'extrême droite, d'une gauche autoritaire et l'anarchisme se transforme rapidement en un gigantesque pont si nous n'y prenons pas garde.

Ce qu'il se passe actuellement est le résultat d'une stratégie bien rodée. Nombreux sont les théoriciens d'extrême droite s'inspirant de penseurs de gauche voire communistes comme Gramsci. La plupart des inspirations de Trump se retrouvent aussi chez les accélérationnistes inspiré.es par Guattari et Deleuze⁶. En reprenant quelques théories gauchistes cela permet à l'extrême droite de rendre cools et rebelles des théories profondément réactionnaires. A

6. Trump s'est inspiré, entre autres, des théories accélérationnistes de Nick Land.



A l'inverse :

« Pour les anarchistes, la liberté est nécessairement sociale, et non privée. Pour s'exercer, elle nécessite l'égalité économique, sociale et politique des individus. Cette égalité réelle permet l'exercice réel de la liberté, qui n'est pas un simple mot mais une pratique. La liberté est faite de liens, non d'arrachements au monde. »²

Mais si l'anarchisme prône une liberté indissociable d'une égalité pour tou.tes, le libéralisme, lui, prône la liberté individuelle au détriment de l'égalité.

Le libéral exige la liberté pour soi, le libertaire exige la liberté pour tou.tes !

Tout au long de cette brochure, le terme « libéral » désignera « ce qui découle du libéralisme » (et par extension du néo-libéralisme) pour identifier les dérives libérales du milieu militant. Nous entendrons par là des discours et des pratiques qui, s'ils semblent en adéquation avec la théorie anarchiste, sont en réalité plutôt inspirés du libéralisme économique donc d'une certaine forme d'individualisme libéral, de la défense de la propriété privée, de la marchandisation du monde, de la concurrence et de la valeur travail. Nous avons repéré 3 dérives principales qui se retrouvent dans tous les mouvements révolutionnaires mais qui semblent particulièrement dangereuses lorsqu'elles touchent les anarchistes.

2. « Liberté des libéraux et liberté des anarchistes », sur Dijoncter, janvier 2020.

elle doit se changer en symboles. Le meilleur moyen de détruire et de rendre inoffensive une culture est de la mettre en spectacle. Les peuples colonisés sont bien placés pour le savoir.

Les espaces militants n'échappent pas à cette disneylandisation et les luttes enfermées dans leur folklore n'existent plus que pour plaire à des touristes.

A la manière des quartiers populaires qui se gentrifient, l'anarchisme est vidé de son potentiel de révolte pour n'en garder que son esthétique, rendant cools et branchés des discours réacs.



Divertissante : Tout doit être du spectacle instagrammable (d'ailleurs tout ce qui n'est pas sur instagram n'existe pas). Les manifs se transforment en kermesses avec distributions de pancartes et cotillons. Le seul objectif valable d'une action est de créer des belles images. C'est la révolte pour la révolte, l'action pour l'action³. Il faut faire de la représentation permanente et être visible partout, tout le temps (quitte à tenter de récupérer des mouvements ou des actions à son compte). C'est la performativité au service du vide. Il faut être disruptif et créer de la visibilité à tout prix. Pour cela il faut valoriser les discours polarisants et binaires. Le produit doit générer du buzz, du clash, du drama, etc, que les consommateurs pourront suivre comme une télé réalité⁴. Et le buzz même négatif fait vendre.

c) L'anarchisme gentrifié :

Les dérives libérales maintiennent nos objectifs dans une marchandisation perpétuelle de nos révoltes et les vendeurs.euses militant.es capitalisent sur la frustration issue de l'impuissance. Les espaces militants sont des supermarchés où notre action se limite à choisir parmi les rayons de la lutte. Mais s'il y a des gens qui vendent c'est bien parce qu'il y a des gens qui consomment. Se comporter comme des client.es et non pas comme des sujets politiques autonomes nous maintient dans des impasses politiques.

Cette marchandisation rend la lutte inopérante et inoffensive, bonne qu'à fournir une expérience à des touristes militants.

Peu étonnant dans le contexte général de disneylandisation du monde. Ce concept désigne « *la transformation des sociétés et des cultures locales, par la présence de touristes, et pour répondre à leurs attentes. Elle peut être aussi une muséification et une folklorisation en ce qu'elle fige paysages et pratiques afin de correspondre aux représentations (ou aux clichés) attribués à un espace ou à une population* »⁵. Le capitalisme transforme toute réalité en source de profit et en marchandise même les cultures et les valeurs. Pour ce faire il doit débarrasser ces dernières de leur matérialité et de leur essence et les arracher à leur singularité historique. Et lorsque la réalité ne peut se transformer en bien de consommation,

3. Par exemple les impasses dans lesquelles se sont retrouvées certains mouvements sociaux où le but du bloc n'était que l'affrontement pour l'affrontement ou les débats autour de Sainte-Soline.

4. Les GAFAM l'ont d'ailleurs bien compris et leurs sources de revenus sont, entre autres, les embrouilles militantes sur les réseaux.

5. Voir l'entrée « Disneylandisation » dans le glossaire des Ressources de géographie pour les enseignants (juillet 2025).

N°1 : L'anarcho-populisme au service de la social-démocratie

a) Le populisme comme horizon

Si à une époque la social-démocratie a pu susciter un espoir de changer radicalement de société chez Marx ou Lénine, chez les anarchistes on sait depuis longtemps qu'il n'en est rien.

Le premier écueil à éviter est de croire que la social-démocratie est le seul système capable de s'opposer au capitalisme ou qu'elle est une étape nécessaire à la révolution. **La social-démocratie n'est pas notre amie et il n'y a pas de libéralisme à visage humain.**

Tant qu'il y aura des gouvernements et des nations, il n'y aura pas d'émancipation possible. La farce électorale qui s'est jouée cet été 2024 nous a prouvé, une fois de plus, le piège de la « démocratie participative ». Le système n'a pas besoin d'être encadré ou réformé mais il a besoin d'être changé radicalement. Et cela commence par maintenir une force révolutionnaire loin des grilles de lecture réformiste, électoraliste, citoyenliste et/ou populiste.

Or, on assiste aujourd'hui de plus en plus dans les espaces anarchistes à un relativisme autour de la social-démocratie au point, parfois, de tolérer des discours réformistes voire réactionnaires. On voit réapparaître des débats autour de la souveraineté, de la défense d'une identité, de nations et de frontières. Sauf que l'anticapitalisme n'est pas émancipateur, si la critique du capital se fait au profit de la défense d'une nation, d'une identité nationale ou même d'un réformisme. Par exemple la lutte contre les marchés financiers étrangers est la volonté d'un protectionnisme nationaliste. Il faut bien différencier la critique du capitalisme comme système mortifère de la critique du capitalisme dans sa forme actuelle qu'il suffirait de réguler ou réformer au nom de la défense de l'économie ou du peuple français.

Paolo Gerbaudo, dans son livre *The Mask and the Flag : populism, citizenism and global protests*, aborde la jonction qui peut se faire entre anarchisme et populisme.

Il prend comme exemple les mouvements d'occupation de places des années 2000 comme Nuit Debout, qui dans leur forme auto-organisée et horizontale tiennent de l'anarchisme mais dans les revendications tiennent du populisme. Notamment autour de la question de la souveraineté :

« Là où l'horizontalité affirme l'idée d'une participation entre des individus égaux et sans leaders, la souveraineté exprime la nécessité verticale de l'unité du peuple et son contrôle sur et par l'État »

Il désigne ce mélange entre pratiques anarchistes et revendications populistes par le terme « anarcho-populisme ». On pourrait prendre l'exemple du dernier mouvement contre la réforme des retraites où des permanences d'élus ont été attaquées avec comme mot d'ordre « la motion ou le pavé » espérant ainsi faire pression sur les votes de l'Assemblée nationale. Ou plus récemment les manif sauvages de juillet 2024 où toute l'attention était tournée vers les élections et la victoire du NFP. Le mouvement des gilets jaunes s'est aussi laissé tenter par le populisme et les revendications autour du RIC sont venues masquer celles plus révolutionnaires.

Les pratiques anarchistes et l'action directe sont mises au service de la défense de la social-démocratie, brouillant ainsi les lignes avec des discours réformistes.

Les revendications anticapitalistes révolutionnaires sont remplacées par le rejet du monde de la finance, de la ploutocratie. Celles de l'abolition de l'État sont remplacées par un discours anti-élitiste, anti corporation. Le nationalisme (ou le patriotisme international) devient alors un rempart contre la finance internationale.

Le populisme ne rejette pas l'État, il cherche à le réguler et à supprimer l'oligarchie pour la remplacer par un groupe de citoyens souverains.

C'est le discours antisystème de LFI, parfois défendu dans les milieux anarchistes. Voire encouragé par certains dont l'objectif est de gagner des élections locales ou de « gouverner la révolution ».

Le problème est que le populisme de gauche est poreux avec celui de droite. L'influence de Gramsci et ses notions d'hégémonie et de bataille culturelle se retrouve à la fois chez les théoriciens de gauche et chez ceux d'extrême droite.¹

1. Voir Chantal Mouffe pour le populisme de gauche et Alain de Benoist pour l'extrême droite.



non pas des outils au service de l'anonymat collectif. La lutte se transforme en folklores, en modes, qu'on peut vendre ou acheter pour sentir le frisson de la révolte.

On aurait tort de nier aussi l'influence du discours des nationaux révolutionnaires. Il suffit de voir l'influence de Soral dans certains mouvements dits révolutionnaires et le peu de réaction que soulève la reconnaissance d'un des pires idéologues d'extrême droite comme étant un théoricien audible.

On ne combat pas l'extrême droite et son monde en marchant sur leurs plates-bandes.

La révélation du projet Périclès de Pierre-Edouard Stérin², libertarien et milliardaire français, nous prouve que dans la ligne héritée de Rothbard et Rand, les thématiques débattues même dans la gauche révolutionnaire sont celles voulues par l'extrême droite.

La fenêtre d'Overton, qu'agrandit continuellement l'extrême droite en France, a poussée le curseur vers des thématiques réactionnaires et nous peignons à maintenir une ligne idéologique claire et un imaginaire révolutionnaire cohérent.

A mesure que les lignes politiques bougent, le champ des possibles semble se réduire. La catastrophe écologique en cours, les massacres et les guerres sans fin, le contrôle généralisé avec l'aide des IA, etc, laissent peu de place aujourd'hui aux lendemains qui chantent. Et plus s'éloigne l'espoir du changement radical, plus certain.es semblent se raccrocher aux branches de la social-démocratie qui semblent, peut-être, un horizon plus accessible que celui de la révolution.

b) Le citoyennisme comme moyen d'action :

« Citoyen » désigne une personne jouissant dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote.

Avant la révolution française, c'est les « bourgeois » qui disposent de droits civils. La notion de « citoyen » apparaît à la révolution française, dont les femmes sont exclues. Dans les premiers temps de la Révolution, les étrangers résidant en France peuvent prétendre à la citoyenneté mais la règle change rapidement et la nationalité française devient une condition *sine qua non* pour obtenir le statut de citoyen français.

Ce lien fort entre nationalité française et citoyenneté perdure sous la cinquième république. L'État français a le pouvoir de maintenir à la marge toutes les personnes considérées comme pas assez françaises ou pas assez citoyennes

2. Article « Projet Périclès : le document qui dit tout du plan de Pierre-Édouard Stérin pour installer le RN au pouvoir » (*L'Humanité*, 19 juillet 2024)

pour obtenir des droits. D'où les débats et les enjeux autour de la déchéance de nationalité et le droit du sang défendus par l'extrême droite.

C'est l'Etat qui définit qui a des droits dans la société, ce qui permet de justifier des discours racistes (criminalisation des OQTF), patriarcaux (accès au changement d'état civil), validistes (personnes sous tutelles qui ont le droit de vote que depuis 2019), etc.

Le citoyenisme combat l'État comme ne jouant pas le jeu de la social-démocratie. De ce fait il place l'État dans une position légitime d'interlocuteur et la social-démocratie comme un modèle viable à réformer. **Sortir du citoyenisme c'est cesser de considérer l'État comme médiateur entre nous et une vie émancipatrice mais comme un système global à abattre.**

La crise du Covid a montré qu'il était très difficile de mettre en place une autodéfense sanitaire en dehors de l'appareil de l'État. Les conflits que l'épidémie a engendrés au sein des milieux militants sont venus mettre le doigt sur cette difficulté à se défendre en dehors de l'État sans tomber dans le complotisme le plus crasse ou l'obscurantisme antiscientifique.

Dans la toute-puissance qu'on accorde à l'État, il devient le garant de nos droits et donc de notre survie. Et on ne mord pas la main qui nous nourrit. C'est cette tension permanente entre notre survie immédiate et notre idéal révolutionnaire qui nous anime.

C'est toute la complexité des luttes : nous vivons et sommes dépendant.es du système que l'on veut détruire. Il s'agit de scier la branche sur laquelle nous sommes assis.es et nous avons beau savoir que cette branche est inconfortable et va finir par céder, elle nous protège du vide et de l'inconnu. Notre filet de sécurité est de construire dès maintenant des solidarités et des pratiques en dehors de l'État pour sortir de cette aliénation. Parce qu'on ne veut pas une part du gâteau on veut foutre en l'air toute la boulangerie !

programmée version militante. Tout doit être dans l'immédiateté. La lutte consiste en une série d'indignations urgentes qui se superposent les unes aux autres. On passe d'un sujet à un autre parfois sans cohérence mais la nouveauté fait vendre surtout aux militant.es de passage. Ceux qui viennent chercher le frisson de la rébellion mais repartent dès que ça devient sérieux ou dès que le folklore se heurte au réel. Une forme de tourisme / consumérisme militant pas très durable mais qui fait vendre.

Inoffensive : La lutte-marchandise doit être confortable et rassurer nos égos. Elle doit nous caresser dans le sens du poil et faire appel à nos affects. Voire même flatter les pires instincts. Elle ne doit pas venir heurter les comportements, les habitudes ou pratiques. Le contenu ne doit donc pas révolutionner notre condition ou nous mettre face à nos contradictions (rien qui nous oblige à confronter nos potes violeurs par exemple). Dans une perspective anarcho-populiste vue plus haut, le produit doit rassurer nos identités (de beaufs ou de barbares), notre souveraineté politique. D'ailleurs pour que ce soit confortable, l'ennemi.e doit toujours être une figure extérieure un peu floue. Il est question de dénoncer mais uniquement dénoncer, il n'est pas question de parler de pratiques concrètes. Il faut que la lutte soit un produit rassurant et inoffensif, tout doit être pensé pour le confort des client.es. Et tant pis si ça pacifie les luttes, l'important c'est que la clientèle soit contente.

Inconsistante : du prêt-à-penser qui vient simplifier les questions politiques complexes. La lutte-marchandise doit fournir clé en main un discours dogmatique mais toujours avec un vide idéologique. Le produit est « radical », « antisystème », « contre les bourgeois » mais ne doit jamais parler des conditions matérielles d'existence ou de lutte des classes.

Pour que la clientèle consomme il ne faut pas qu'elle réfléchisse. Toute réflexion intellectuelle, toute nuance, ou toute critique doit être dénoncée comme du mégotage et une manifestation d'un privilège.

Pour cela, le produit doit donc être toujours consensuel, campiste et binaire et ne doit pas trop remettre en question le discours hégémonique du moment. Une position plus minoritaire ferait moins de ventes.

Folklorique : Pour vendre une lutte-marchandise inutile, il faut créer le besoin. Il faut donc tout miser sur le marketing et le packaging. L'esthétique est au service d'elle-même. La forme prime sur le fond et n'a d'autre objectif que l'image qu'elle renvoie. L'esthétique doit être radicale peu importe si le fond politique est soluble dans le capitalisme. Cagoules, cocktails molotov, k-way noirs, etc. Toute la symbolique de la radicalité est utilisée pour faire vendre en vidant la forme du fond. Cagoules et k-way noirs sont juste une esthétique et

colonialiste sur les populations (comme vu à Mayotte récemment), comment ne pas prendre en compte les apports des féministes radicales sur les dangers de l'essentialisation de la nature, sur les liens entre patriarcat et domination du vivant, etc.

De la même manière, la guerre coloniale qui se déroule en Palestine ne peut être comprise et combattue qu'en l'intégrant dans des luttes globales. On ne peut pas lutter contre la colonisation ici tout en soutenant des États impérialistes ailleurs.

Mettre en concurrence les luttes c'est justement se priver de cette compréhension globale des systèmes d'oppression. Toutes les luttes sont prioritaires du moment qu'elles ont des objectifs révolutionnaires.

Que les luttes spécifiques aient des enjeux et répondent à des mécanismes différents n'invalide pas qu'il y ait des objectifs communs. Les différentes pratiques et expériences peuvent se renforcer entre elles.

Pour lever toute ambiguïté, le propos n'est pas de dire que les luttes spécifiques divisent la lutte. Ou qu'elles doivent se sacrifier sur l'autel de la révolution et perdre leur autonomie pour se diluer les unes dans les autres. On ne nie pas non plus les rapports de force ô combien nécessaires en interne.

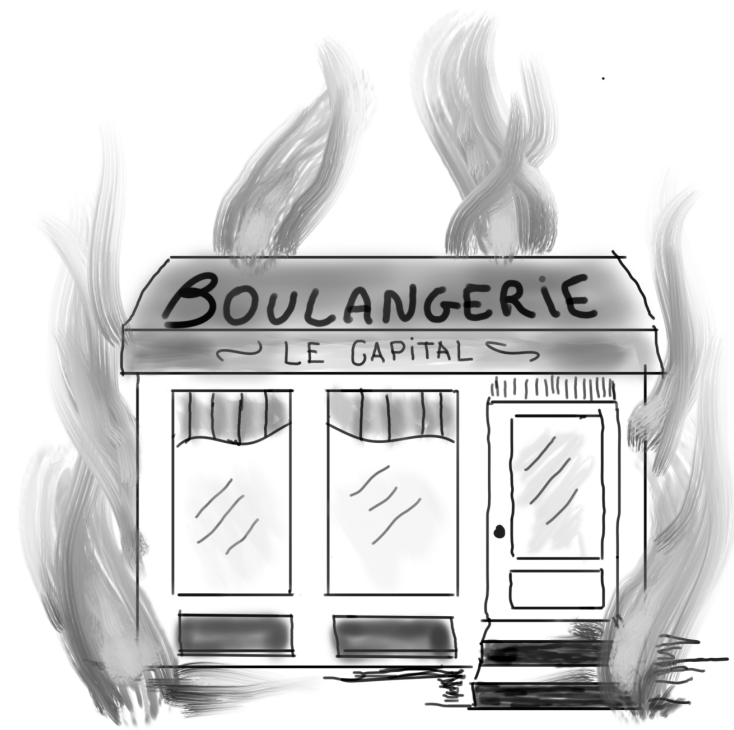
La critique porte sur leur mise en concurrence et la dépolitisation de leurs enjeux, leur instrumentalisation ou lorsque les rapports de force se transforment en guerre de pouvoir individuel ou en monopole.

Car dans une vision du monde libérale, où il ne s'agit pas de mettre le feu à la boulangerie mais de récupérer des parts de gâteaux, on est obligé.es de se battre pour les miettes.

b) 100 % marketing, 0 % anarchiste :

Sous le capitalisme tous les aspects de nos vies sont capitalisables. (le stop est remplacé par Blablacar ou Uber, les logements sont transformés en Airbnb, etc.). Nos luttes n'y échappent pas et se transforment en marchandises qui peuvent être :

Éphémère : Déconnectée de son histoire sans transmission du passé ni projection d'avenir. Il faut réinventer l'eau chaude en permanence, occuper les espaces vides en alimentant de nouvelles polémiques stériles ou en trouvant de nouveaux concepts universitaires. Pour que la clientèle militante consomme, il ne peut pas y avoir de durabilité. Comme un produit électronique qui tombe régulièrement en panne, la lutte n'est pas faite pour durer. C'est l'obsolescence



c) Le moralisme comme boussole :

Le citoyennisme s'appuie sur un autre pilier bancal : le moralisme. En philosophie le moralisme place la valeur morale au-dessus de toute autre préoccupation. Le moralisme en ce sens est confortable car il permet de simplifier des questions complexes. Il suffit de voir les choses seulement en fonction du « bien » et du « mal ». Ainsi faire le « bien » permet une gratification personnelle. De notre côté, il n'est pas question de militer pour mériter une quelconque place dans un paradis métaphorique mais de lutter avec des outils concrets ici et maintenant contre le capitalisme.

Le danger est que le curseur de la morale est positionné par le système lui-même et le moralisme peut servir de levier pour maintenir les citoyen.nes dans le droit chemin de la légalité et du contrôle social.

En tant qu'anarchistes, nous ne rejetons pas les valeurs morales en soi, nécessaires à toute société, nous rejetons le moralisme et ses injonctions basées sur un curseur biaisé où c'est l'État et son système judiciaire qui distribuent les bons points. Par exemple, pour l'Etat, voler sera considéré comme immoral mais il est tout à fait acceptable que des huissiers expulsent des familles.

Les grilles de lecture qui répondent aux seuls impératifs du moralisme sont des actes humanitaires et pas révolutionnaires.

La charité et l'humanitaire reposent sur des principes similaires : « faire le bien » sans remettre en question ni chercher à comprendre les causes profondes des injustices qu'ils prétendent soulager. Ces pratiques visent souvent à maintenir une paix sociale et à apaiser la culpabilité de ceux qui les pratiquent. Elles permettent d'éviter de regarder sa propre responsabilité ou son impuissance tout en ignorant les mécanismes qui rendent possibles ces inégalités.

De même, le whitesaviourisme qui, sous couvert d'antiracisme, reprend souvent les codes coloniaux afin de « sauver » les personnes victimes de racisme, mais qui ne vient rarement interroger les racines profondes des racismes, comment ils s'articulent et au contraire essentialise, fétichise ou simplifie des rapports de domination complexes.

L'utilisation exclusive du moralisme et de la charité conduit, non pas à des imaginaires révolutionnaires, mais participe à une forme de fétichisation, d'essentialisation voire de déshumanisation de ceux que le système exploite.

Nous ne voulons pas « sauver » ou « être sauvé.es » mais créer des complexités révolutionnaires dans nos désirs d'émancipation.

Le fait que le féminisme soit instrumentalisé ou récupéré par des bourgeois.es ne doit pas le disqualifier dans son ensemble. Au contraire cela souligne la nécessité de poser des lignes claires entre les dérives libérales et la révolution.

Cette mise en concurrence du féminisme trouve aussi des origines dans le masculinisme d'extrême droite. Soral parlait de la féministe comme une « *bourgeoise de gauche [...] parvenue, grâce à la complaisance du pouvoir économique toujours avide de stratégie des leurrex, à substituer une fantasmagorique lutte des sexes à la très réelle lutte des classes, spoliant au passage le travailleur de son unique prestige, le prestige moral de l'opprimé* »¹

De la même manière, Soral justifie son antisémitisme comme un anticapitalisme. En amassant tous les clichés racistes sur les juifs qui contrôlent le monde de la finance et tirent les ficelles dans l'ombre, Soral a diffusé des théories antisémites reprises dans les milieux révolutionnaires ou de gauche et qu'il nous faut combattre². De la même façon, l'instrumentalisation des enjeux mémoriels par l'Etat pour servir le roman national ne doit pas nous faire tomber dans le piège de mettre en concurrence des mémoires et des morts. Si l'État ou des théoriciens d'extrême droite utilisent cette stratégie assez clairement, le fait que ce soit repris dans nos milieux ne laisse rien présager de bon.

Les logiques concurrentielles puisent dans la hiérarchisation et enjoignent ceux qui subissent plusieurs oppressions à « choisir leur camp », les obligeant à créer des grilles de comparaison assez dégueulasses pour savoir quelle oppression serait la plus « confortable » ou la plus « soft ». La concurrence transforme aussi certaines luttes en propriété privée et en monopole et considère que certaines luttes sont secondaires et/ou ne peuvent exister qu'à condition d'être subordonnées à une autre lutte dans une vision des structures d'oppressions, héritée de la logique verticale du système capitaliste.

On peut à certains moments choisir des stratégies qui nous poussent à investir tel champ de lutte (en fonction de l'énergie disponible, en fonction des enjeux locaux...). On pourrait, par exemple, légitimement argumenter que la lutte écologique devrait être une priorité absolue. En effet si la planète n'est plus vivable quel intérêt d'une révolution ? Mais comment lutter efficacement contre la destruction du vivant sans prendre en compte les conditions de production dans le capitalisme qui accélèrent sa perte, sans prendre en compte les enjeux impérialistes, notamment ceux autour des ressources naturelles et de l'impact

1. *Abécédaire de la bêtise ambiante*, Editions Blanche, 2008.

2. On retrouve encore trop souvent dans des espaces soi-disant radicaux les théories antisémites de « philo-sémitisme d'État » ou une déroutante complaisance envers des collectifs qui déroulent le tapis rouge à des personnes comme Michel Collon ou Jean Bricmont.

disent s'en rapporter en sont souvent très éloignées dans leurs discours et leurs pratiques (et participent au passage à vider de sa substance l'anarchisme).

Les luttes spécifiques permettent de s'intégrer dans un objectif plus large en apportant de l'eau au moulin de la révolution. Être féministe ne suffit pas, être antiraciste ou écologiste ne suffit pas, etc.

Or, certaines luttes spécifiques semblent flotter dans l'histoire et se limitent à exiger leur inclusion dans l'ordre social existant, plutôt qu'une remise en question radicale des structures de pouvoir et des inégalités fondamentales.

L'Etat, en concédant parfois des droits, normalise son rôle de protecteur. Au passage il intègre des identités qui jusque-là auraient été susceptibles de déstabiliser l'ordre établi tout en cherchant à les instrumentaliser (à des fins racistes et islamophobes la plupart du temps). Et on se retrouve aujourd'hui avec le premier collectif gay d'extrême droite!

Le piège, dans lequel beaucoup sont tombés, consiste alors à ne parler d'une lutte qu'à travers l'angle de son instrumentalisation et de se positionner seulement « en réaction » aux positions de l'Etat tel un miroir inversé.

Par exemple si on se contente de parler du féminisme uniquement pour en dénoncer son instrumentalisation à des fins racistes sans analyser la structure hétéro-patriarcale et comment cette dernière s'imbrique avec les autres oppressions alors on laisse un vide dans lequel s'engouffrent nos ennemis politiques pour instrumentaliser davantage. Arrêter de lutter sur les questions féministes d'un point de vue révolutionnaire, permet de les vider de leur substance, les assimiler, récupérer, instrumentaliser, les mettre en concurrence.

L'Etat fait d'une pierre deux coups : en faisant semblant d'être progressiste, il maintient une image de social-démocratie acceptable tout en conservant intactes les structures de pouvoir. Cela amène certains militants à réduire le féminisme à une lutte bourgeoise blanche, effaçant la capacité de la comprendre comme une lutte d'émancipation radicale pour toutes. Ainsi non seulement la lutte féministe est neutralisée mais elle l'est avec la caution anticapitaliste ou antiraciste.

Cette rhétorique de concurrence qui mobilise un discours progressiste pour justifier l'oppression d'un autre groupe social, c'est ce que les Nord-Américains appellent le « clash of rights ». Par exemple l'idée que les droits des personnes trans menaceraient le droit des femmes cis selon l'idée qu'il y aurait des antagonismes à lutter à la fois pour les droits des femmes cis et trans alors que la misogynie et la transphobie ont des racines communes.

N°2 : L'anarcho-thérapie : de l'autogestion à la startup nation

a) Sois ton propre patron ! :

La vision libérale de la liberté qui vient placer l'individu tout puissant au centre, crée des grilles de lecture égotistes. Le monde n'est vu qu'à travers un culte du « moi je » où la société doit répondre à des désirs immédiats et prioritaires. C'est le principe de la philosophie objectiviste de Ayn Rand, louée par le libertarianisme, qui place l'individu seul maître de son bonheur dans un capitalisme triomphant.

Là où les anarchistes voient la liberté pour toutes comme émancipatrice loin de l'exploitation, la liberté libérale la voit comme le droit à être son propre patron ; comme le pouvoir de s'auto-transformer et, par la même occasion, de s'auto-gouverner. L'avènement de l'influence libérale amène, en plus du contrôle par l'Etat, un contrôle intériorisé. En gros « nous sommes nos propres flics ». C'est l'uberisation du contrôle social.

L'individu dans le monde libéral est une auto-entreprise à part entière et la liberté individuelle est transformée en une part de marché qu'il faut investir.

Résultat : on ne peut compter que sur soi-même au détriment de la solidarité collective. Comme disait Murray Bookchin : « *L'ego, devenu de façon presque fétichiste le lieu de l'émancipation, finit par ne plus se distinguer de l'individu « souverain » cher à l'individualisme du laisser-faire.* »¹

La liberté libérale se résume en une série d'options à choisir entre la plus enviable...ou la moins pire ! C'est le mythe de la démocratie participative. Dans une étude récente la chercheuse Sophia Rosenfeld déplore qu'une telle approche « *incite à blâmer les individus pour leurs mauvaises décisions, alors que les options qui s'offrent à chacun d'entre nous diffèrent très fortement selon notre milieu socio-économique. L'idée que chacun est responsable de toutes les conséquences des choix qu'il a faits peut se révéler une vision bien cruelle de la vie humaine.* »

1. Murray Bookchin, *Changer sa vie sans changer le monde.*

Cet accent mis sur le choix individuel affaiblit en outre notre capacité et notre résolution à prendre des décisions collectives dans l'intérêt général. »²

Les inégalités subies nous sont imputées comme la conséquence de mauvais choix individuels. Dans une société où nos choix sont restreints, cette méritocratie marginalise et violence beaucoup de monde. Mais la colère générée par cette exclusion est à régler non pas avec le système tout entier mais avec soi-même. Il faut digérer l'exploitation, la transformer et la dépasser. C'est la fameuse « résilience » prônée par Macron.

La lutte des classes, par exemple, est une question de moins en moins audible puisque la classe nous est vendue comme une catégorie transcendable. On veut nous faire croire que le PDG n'est plus un adversaire mais un modèle à atteindre, un symbole de réussite. Les vieux antagonismes du capitalisme sont de moins en moins évidents à mesure que le libéralisme évolue. Le travail ne doit plus être perçu comme une contrainte mais un choix et un tremplin vers le bonheur.

Il ne s'agit plus d'abolir le travail mais de l'intégrer dans nos existences comme une part de marché du bonheur. Chief happiness officer, team building, coworking : tout est bon pour remplacer le langage de l'exploitation en langage cool et fun. Le travail, lieu d'exploitation par excellence, devient grâce à quelques anglicismes (et la complicité de certains syndicats) un lieu de transformation et d'émancipation. **La lutte des classes s'arrête là où commence le team building.** Rien d'étonnant à ce que cette croyance ait investi aussi une partie du mouvement révolutionnaire. La critique du travail devient centrée sur l'amélioration de ses conditions et non plus sur son abolition. Protéger les travailleuses ne nous prive pas d'une critique du travail salarié comme système d'aliénation.

Cette transformation des rapports au travail se retrouve aussi chez les militantes qui se transforment en entrepreneurs de la lutte centrés sur leur carrière. On voit apparaître un glissement sémantique, comme par exemple des mouvements dits radicaux qui « *recrutent des bénévoles* » ou cherchent à « *renforcer leur équipe* » pour éviter le « *burn-out militant* ». Ou des zines qui ont des « *directrices de publication* ». Le « travail militant » devient un travail salarié à part entière où il faut « manager » des équipes avec des directrices pour ne pas finir en burn-out militant.

Ce langage d'entreprise plutôt attendu de la part de la gauche électorale (qui a donc bien quelque chose à vendre) est plus inquiétant venant d'anarchistes.

2. Interview de Sophia Rosenfeld, historienne : « Notre conception moderne de la liberté est calquée sur le modèle consumériste » (*Le Monde*, 4 février 2025).

N°3 : L'anarchisme-washing et les luttes marchandises

a) Concurrence sur le marché militant :

Dans le langage courant la concurrence désigne la rivalité entre individus pour l'accès à une position, une récompense, un service ou un objet.

Dans le langage libéral la concurrence désigne la rivalité entre acteurs économiques qui cherchent à attirer des clients en proposant des produits ou services et à acquérir des parts de marché sur un même marché, en vendant des biens identiques ou similaires. La concurrence est ainsi une compétition entre des producteurs, pour capter la demande venant des consommateurs.

Aujourd'hui la concurrence est le pivot central du marché et les individus ont intégré dans tous les aspects de leur vie un modèle de comportement et des rapports basés sur la compétition. C'est donc une nécessité économique et sociale. Tout ce qui est collectif est vu comme un obstacle à la concurrence car pour atteindre l'objectif du bonheur individuel sur le marché il faut pouvoir être compétitif. En compétition d'abord avec soi-même : (« être la meilleure version de soi-même ») mais aussi, et surtout, avec les autres.

Dans les milieux militants cette concurrence se retrouve à l'échelle individuelle pour des places de pouvoir et parfois, à une échelle plus grande, entre différents groupes et différentes luttes spécifiques.

Le problème des luttes spécifiques contemporaines (antispéciste, écologie, antiraciste, féministe, etc) c'est que, souvent, elles ne sont raccrochées à aucun courant idéologique. Des Black Panthers d'inspiration maoïste en passant par les anarcho-féministes de Bolivie des Mujeres Creando, certaines luttes spécifiques s'inscrivent dans une volonté de soit s'inspirer, soit s'intégrer dans certains courants idéologiques précis tout en gardant leur autonomie.

En 2025 en France, de plus en plus rares sont les luttes spécifiques qui s'attachent de près ou de loin à un courant idéologique. Et même celles qui se

Aujourd'hui on a des militant.es ou des collectifs entiers qui se disent anarchistes mais qui dans les faits s'en éloignent et font fi de toute l'histoire anarchiste, de ses principes et de ses pratiques.

Aujourd'hui on peut se dire anarchiste même si on roule pour le NPA ou si on est fan de Mélenchon, on peut se dire anarchiste même si on rejette en bloc toute critique du système électoral, on peut se dire communiste libertaire et cautionner des réactionnaires conservateurs, on peut se dire anarchiste même si on défend des nations et des frontières. L'anarchisme n'est rien de plus qu'une identité auto déclarative, un badge à afficher pour être cool. Après tout, si plus rien n'a de sens pourquoi chercher à définir des objectifs politiques communs ?

Les concepts deviennent malléables et adaptables en fonction de comment ils sont ressentis mais surtout en fonction de comment ils peuvent servir les discours et les intérêts. C'est l'exemple de Proudhon qui se dit anar ou Bardella qui dit qu'il n'est pas raciste.

Cette forme de confusionnisme et de relativisme est vouée à rendre l'anarchisme déficient et à détruire la perspective de solidarité collective. Cette inconsistency politique empêche tout lien de confiance nécessaire au collectif et engendre une méfiance permanente.

L'absence de confiance et d'imaginaire politique commun amènent à un délitement d'une véritable force révolutionnaire et de son efficacité.

b) Développement personnel et ambitions individuelles :

Cette vision libérale se retrouve dans des grilles de lecture qui privilégient l'individualisme au détriment de l'analyse collective des structures d'oppression.

En témoignent les dérives libérales des « identity politics ». Théorisée entre autres par le Combahee River Collective qui considérait que *« les seules personnes qui se soucient suffisamment de nous pour travailler systématiquement pour notre libération, c'est nous. Cette concentration sur notre propre oppression s'incarne dans le concept d'identity politics. Nous pensons que la politique la plus profonde et potentiellement la plus radicale vient directement de notre propre identité, au lieu de travailler pour mettre fin à l'oppression de quelqu'un d'autre »*³.

Le CRC était un collectif de lesbiennes noires qui articulaient ensemble oppressions racistes, sexistes et capitalistes. Mais vidée de son potentiel révolutionnaire, sortie de son contexte et prise au pied de la lettre cette définition des « identity politics » a donné lieu à des dérives libérales. D'outil d'analyse et de pratiques, c'est parfois devenu une quête nombriliste pour affirmer ses ressentis et son identité en dehors de toute analyse politique. Ce n'est plus *« comment penser les systèmes de domination sans une grille d'analyse qui les reproduit ? »* mais *« comment moi je me situe sur un spectre de privilèges (et c'est tout). »*

En limitant la question des oppressions à ses seules manifestations et représentations individuelles (discriminations, éléments de langage, etc.) on n'analyse plus les systèmes de domination comme un système global mais seulement comme un problème individuel dont le point de départ et d'arrivée sont les ressentis personnels. Le risque est alors de se contenter de réclamer une intégration dans l'ordre établi.

On ne milite plus pour la révolution mais pour le droit d'être un exploiteur comme les autres. Pour reprendre la critique de Bookchin : *« il faut se changer soi sans changer le monde »*.

Les rapports de force deviennent démultipliés en une myriade de combats individuels et personnels avec le risque qu'ils se fassent concurrence entre eux.

Dans la suite logique de ces dérives libérales, la lutte devient un espace de développement personnel et les actions politiques des thérapies. C'est d'ailleurs parfois la demande de certain.es militant.es, qui considèrent que la lutte doit être avant tout des espaces de soin à leur service.

3. Lire la « Déclaration du Combahee River Collective ».

Le problème du prisme individualiste c'est qu'il ne permet pas d'analyser correctement les causes structurelles et matérielles de la violence de l'Etat et entretient un certain confusionnisme. **En se focalisant exclusivement sur les ressentis individuels sans autre forme d'analyses, on risque de tomber dans le subjectivisme et le relativisme où « la seule vérité est celle que je ressens ».**

Tout comme le complotisme, le développement personnel vient simplifier la complexité des rapports de pouvoir. D'un côté, il s'agit d'une entité extérieure fantasmée (le lobby juif, le nouvel ordre mondial, le grand remplacement, le lobby LGBT, etc) de l'autre il s'agit d'une entité intérieure à développer ou transformer : soi-même et seulement soi-même (*me, myself and I*).

Croire qu'une entité extérieure fantasmée dominerait le monde relève des mêmes rhétoriques que de croire que le changement se fera seulement à l'intérieur de soi. Ce n'est pas pour rien que certaines pratiques de développement personnel sont poreuses avec des dérives complotistes ou sectaires. Et on connaît déjà la porosité entre les milieux radicaux et le complotisme et parfois l'excessive tolérance avec ce dernier.

Pour ne pas tomber dans un opposé caricatural, il n'est pas question de dire que l'individu n'a ni responsabilité, ni effort individuel à fournir sur la perpétuation des systèmes de domination, ou que les ressentis nés de l'oppression et leurs témoignages sont à balayer sans scrupules. La santé, le soin ou le bien-être ne sont pas des préoccupations libérales. Rejeter en bloc ces thématiques est tout aussi dangereux que de les ériger en grille de lecture ou en objectif absolu. Les structures de pouvoir ont des conséquences bien réelles (psychologiques, sociales, politiques), refuser de les voir nous empêche d'adapter nos pratiques de lutte. Mais chercher à combattre seulement les conséquences sans s'attaquer aux causes mène à des impasses voire à des arnaques contre-révolutionnaires.

c) L'impuissance collective :

Hannah Arendt mettait en garde contre l'absence de commun et de liens aux autres comme premier pas vers les totalitarismes. L'isolement est une impasse et le résultat d'échecs collectifs lorsque la poursuite d'un objectif commun est détruite.

Dans une société occidentale individualiste, verticale et autoritaire où le collectif se limite au monde du travail et/ou à la sphère privée, l'autogestion et le collectif est certainement ce qu'il y a de plus dur à imaginer. Parce qu'on ne

se débarrasse pas des chef.fes et de l'attrait du pouvoir aussi facilement, réussir à s'organiser collectivement et horizontalement est un défi de taille.

Dans une logique libérale, le collectif peut vite devenir un outil au service d'ambitions individuelles. Il ne s'agit plus de façonner des nouveaux horizons vivables pour tou.tes mais de faire en sorte que le monde se plie à nos désirs immédiats. Il n'est plus question de faire, de penser et de lutter ensemble dans un but commun mais d'exiger une place personnelle de pouvoir, une gratification et une reconnaissance individuelle.

Ne pas percevoir en dehors de la sphère du « je » les enjeux pour les autres amène inévitablement à invisibiliser ou nier ce qui ne nous concerne pas directement. Combien de luttes spécifiques (antiracistes, féministes, antisépécistes, etc.) sont tombées dans l'écueil de mettre le doigt sur le manque de prise en considération de certains enjeux, tout en faisant exactement la même chose pour d'autres. Ou alors considérer les enjeux seulement de manière performative pour en tirer des bénéfices personnels.

On a déjà parlé des chevaliers de l'antiracisme qui se rachètent une posture à peu de frais sans s'intéresser réellement aux luttes antiracistes révolutionnaires, s'apparentant parfois plus à des touristes militants en quête d'exotisme.

Mais on peut aussi citer ces militant.es qui mettent leur collectif au service de leurs ambitions individuelles.

Ceux qui alimentent leur profil linkedin avec leur « travail militant », qui signent des tracts ou des brochures avec leur nom et prénom, faisant fi de toute stratégie collective d'anonymat. Les opportunistes qui profitent des espaces de luttes pour vendre leurs livres et produits, les girouettes qui changent de ligne politique au gré des trends et des buzz cherchant à être toujours dans la tendance mais jamais dans la bonne direction. Ceux qui se servent de la lutte comme un tremplin pour une carrière (politique, associative, etc). Ces influenceur.euses qui normalisent la starification des luttes. Bref, des pratiques qui vident de leur substance les objectifs révolutionnaires et les maintiennent dans une perspective capitalisable. Faisant se rapprocher dangereusement le constat de Bookchin : *« Ce qu'on désigne par anarchisme aujourd'hui, [...], ce n'est rien d'autre en réalité qu'un personnalisme introspectif hostile à tout engagement social et à toute responsabilité; un club de rencontre rebaptisé selon l'occasion « collectif » ou « groupe affinitaire »; un état d'esprit qui rejette avec mépris tout ce qui est structure, organisation ou implication publique; une cour de récréation pour gamins. »*